

# Rapport annuel 2017 de la BCE

2018/2101(INI) - 05/12/2018 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires économiques et monétaires a adopté un rapport d'initiative de Gabriel MATO (PPE, ES) sur le rapport annuel 2017 de la Banque centrale européenne (BCE).

Le rapport rappelle que l'euro reste incontestablement la deuxième monnaie la plus importante du système monétaire international.

## *Contexte*

Selon les prévisions de l'été 2018 de la Commission, le PIB de l'UE et de la zone euro a augmenté de 2,4% en 2017, soit une croissance supérieure à celle des États-Unis. Le PIB devrait augmenter de 2,1% et 2,0 % respectivement en 2018 et 2019.

Les derniers chiffres économiques pour 2018 reflètent un certain ralentissement de la croissance par rapport aux niveaux élevés de 2017, en raison d'un commerce extérieur moins dynamique et de la hausse des prix du pétrole.

L'expansion économique générale actuelle est principalement tirée par les exportations et la consommation intérieure dans les États membres. L'an dernier, les investissements ont augmenté au rythme le plus rapide depuis 2007, soutenus par la reprise mondiale et le plan d'investissement pour l'Europe. L'EFSI a joué un rôle dans la réduction du déficit d'investissement dans l'Union européenne en mobilisant des investissements à hauteur de 256,9 milliards d'euros au total et en apportant des fonds à près de 550.000 PME soutenues par le Fonds d'investissement européen.

Les résultats économiques des États membres qui ne font pas partie de la monnaie unique et qui bénéficient d'une flexibilité des taux de change pour leur propre monnaie ont été inégaux. Les économies des États membres qui ont adopté la monnaie unique au cours des dix dernières années se sont mieux comportées que celles des pays à taux de change flexibles.

La BCE s'attend à ce que l'inflation augmente progressivement à moyen terme, mouvement étayé par l'incidence de l'orientation actuelle de la politique monétaire, que l'économie continue de croître, que les salaires augmentent et que la morosité de l'économie se résorbe.

Les banques de la zone euro ont accéléré leur réduction du nombre de prêts non productifs qui sont passés de 8 % du total des prêts en 2014 à 4,9 % au quatrième trimestre 2017.

## *Aperçu général*

Les députés se sont félicités du fait que le **soutien populaire à l'euro** a augmenté de 8 points de pourcentage en 2017 par rapport à 2016, près des deux tiers des répondants (64 %) estimant que la monnaie unique est une bonne chose pour leur pays. Ils ont souligné l'obligation pour tous les États membres, à l'exception du Royaume-Uni et du Danemark, d'adopter la monnaie unique une fois qu'ils auront rempli les critères de convergence de Maastricht. La participation à l'Union bancaire est considérée comme un critère clé pour les pays qui souhaitent rejoindre la zone euro.

Le rapport note que l'économie de l'UE a connu sa croissance la plus rapide en dix ans en 2017 et que tous les États membres ont vu leur économie se développer. Le chômage dans l'UE est à son niveau le plus bas depuis 2008, bien qu'il continue d'affecter considérablement les jeunes.

## ***Défis à relever***

Les députés ont mis en garde contre l'augmentation des incertitudes découlant de facteurs tels que :

- la menace d'un protectionnisme accru ;
- les négociations du Brexit ;
- les risques de formation de bulles d'actifs ;
- la crise des marchés émergents ;
- les niveaux historiques de la dette privée et publique ;
- la volatilité générale des marchés financiers liée en particulier aux risques politiques dans certains États membres qui compromettent les perspectives de croissance de la zone euro ;
- la montée du populisme, de l'isolationnisme et de l'ethnocentrisme dans l'ensemble du spectre politique ;
- le rejet de la mondialisation ;
- des divergences croissantes entre les États membres sur l'avenir de l'intégration européenne.

Dans l'ensemble, les députés ont souligné la grande importance, à ce stade, de **maintenir un environnement favorable aux investissements publics et privés**, qui sont encore en retard par rapport aux niveaux d'avant la crise.

Les députés ont estimé que la politique monétaire ne suffisait pas à elle seule à assurer une reprise économique durable. Ils ont exhorté les décideurs politiques à maintenir la reprise économique actuelle au-delà du court terme en mettant en œuvre **un ensemble de réformes structurelles et de politiques budgétaires socialement équilibrées**, ambitieuses et propices à la croissance et à la productivité, dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance (PSC), y compris ses dispositions de flexibilité.

Ils ont également approuvé la décision de la BCE de mettre fin à son programme d'achat d'actifs, estimant que cet instrument ne devrait être utilisé que de manière temporaire, car il engendre de nouveaux risques pour la stabilité financière.

## ***Brexit***

Le rapport a invité la BCE à poursuivre ses efforts pour veiller à ce que les banques soient bien préparées à toutes les éventualités liées à Brexit et à entreprendre tous les préparatifs nécessaires pour assurer la stabilité des marchés financiers de l'UE, y compris dans le cas d'un Brexit sans accord.

Ils ont suggéré que les États membres de la zone euro mettent en œuvre une stratégie commune de réglementation du secteur financier à la suite du Brexit plutôt que de céder à la préjudiciable tentation du moins-disant réglementaire.

## ***Responsabilité et transparence***

Le rapport a souligné l'importance de la responsabilité de la BCE devant le Parlement. Il s'est félicité, à cet égard, du dialogue permanent entre la BCE et le Parlement. Les députés ont déclaré que la BCE a

amélioré sa communication et devrait poursuivre ses efforts pour rendre ses décisions accessibles et compréhensibles pour tous les citoyens, ainsi que ses actions visant à maintenir la stabilité des prix dans la zone euro et donc à préserver le pouvoir d'achat de la monnaie commune.

Les députés ont également félicité la BCE pour les efforts qu'elle a déployés jusqu'à présent pour améliorer la transparence et la responsabilité démocratique vis-à-vis des citoyens européens et du Parlement européen.